

Guy Valette

L'allocation universelle d'existence

La protection sociale
du XXI^e siècle

*Préface de
Guillaume Mathelier*

Les Éditions Utopia

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	9
PRÉFACE	15
CHAPITRE 1. L'universel, l'inconditionnel, l'individuel et le commun.....	19
CHAPITRE 2. Insécurité sociale et inégalités	28
CHAPITRE 3. L'État tente de redistribuer ce qui est mal distribué.....	46
CHAPITRE 4. Vers une redistribution transformatrice	61
CHAPITRE 5. Pour une allocation réparatrice et émancipatrice	71
CHAPITRE 6. Une allocation universelle d'existence suffisante tout au long de la vie.....	83
CHAPITRE 7. Avec ou sans allocation universelle : il n'y a pas photo !.....	93
CHAPITRE 8. Vers une Sécurité sociale universelle	103
CHAPITRE 9. Pour assurer nos retraites : soyons réalistes, assurons l'existence !	113
CHAPITRE 10. L'allocation d'existence émancipatrice pour les femmes.....	122
CHAPITRE 11. Pour les enfants et les jeunes, une allocation et une dotation tremplin	130

CHAPITRE 12. L'allocation d'existence, c'est aussi du capital temps	139
CHAPITRE 13. Allocation d'existence et transition écologique	149
CHAPITRE 14. Un coût exorbitant, l'allocation universelle d'existence ?	157
CHAPITRE 15. En complément de l'AUE: l'extension de la gratuité de ressources et de services	162
CHAPITRE 16. S'émanciper des aliénations individuelles et collectives	166
CHAPITRE 1. Et vous, que feriez-vous si vous ne deviez plus perdre votre vie à essayer de la gagner ?	172
CHAPITRE 18. À quand un projet de loi ?	176

ANNEXES

ANNEXE 1. Monnaies locales, création monétaire et monnaies libres	185
ANNEXE 2. Une autre philosophie: mettre à contribution la consommation et les transactions financières	189
ANNEXE 3. Ma petite entreprise ne connaît pas la crise.....	195
ANNEXE 4. Osons une expérimentation sur site de saturation	204
ANNEXE 5. Une simulation	210
REMERCIEMENTS	211
BIBLIOGRAPHIE	213

Avant-propos

Il est des époques où, parce que l'ordre se disloque, ne laissant subsister que ses contraintes vides de sens, le réalisme ne consiste plus à vouloir gérer ce qui existe mais à imaginer, anticiper, amorcer les transformations fondamentales dont la possibilité est inscrite dans les mutations en cours. André Gorz¹

En 1968, certains ont interprété le formidable mouvement de révolte étudiant comme une contestation de la société de consommation. Il s'agissait avant tout de faire sauter certains interdits d'une société figée et autoritaire pour libérer des énergies... que le capitalisme s'est très vite chargé de récupérer à son profit en recyclant les principales revendications estudiantines et leurs désirs les plus enfouis.

Ensuite, malgré les conquêtes ouvrières acquises grâce à la grève générale de mai 68, les gouvernants

1. André Gorz, *Les chemins du paradis l'agonie du capital*, Éditions Galilée, 1983.

successifs ne se sont pas gênés pour afficher leur connivence avec les puissants et pour abandonner sans vergogne la défense de l'intérêt public.

En 50 ans, seuls le marché mondial et son élite, dont certains membres n'étaient pas les derniers à participer au mouvement de contestation, *se sont interdit de s'interdire* quoi que ce soit. On a laissé libre cours à l'avidité, au toujours plus, au mépris d'un minimum d'équité dans le partage des richesses, au mépris de l'environnement et des ressources disponibles.

Face à l'indécence, à l'obscénité, à la démesure dans le niveau des inégalités, face à la violence de cette guerre de tous contre tous, face à cette compétition internationale mortifère qui marginalise des pans entiers de la société, il n'est pas possible de rester indifférent. Je n'emprunterai pas le chemin des démagogues qui sont prêts à mettre au profit de leurs ambitions personnelles la colère de ceux qui ne sont jamais entendus. Beaucoup trop dangereux. L'histoire l'a montré à maintes reprises et les victimes sont toujours les mêmes : les gens ordinaires.

Si le *Grand Soir de la révolution prolétarienne* se fait attendre, heureusement de nombreuses initiatives locales fleurissent, remettant radicalement en cause le modèle de développement basé sur l'accumulation du profit. D'une idée qui pouvait n'être hier qu'une utopie, peut naître une expérience qui sera perçue comme une évidence, tant sa réalisation locale aura été un succès.

Il reste à généraliser, à mettre en cohérence. Peu à peu la confiance reviendra, le rapport de force s'inversera et le vieux monde s'éteindra sans que plus rien ne réussisse à le retenir.

Nous pouvons autour de propositions concrètes redonner à l'individu confiance dans la société, en lui octroyant toutes les conditions pour *penser par lui-même* la société des humains et retisser les liens indispensables à toutes les communautés humaines. Ces liens

que le Marché s'est évertué à rompre en atomisant les individus condamnés à vivre en *égoïstes moutonniers*¹.

Il est temps de briser les chaînes de cette *servitude volontaire*², de se libérer des normes, de la standardisation de nos modes de vie, du contrôle de nos comportements.

Il faut oser lancer quelques idées réalistes qui peuvent, si elles sont reprises par une majorité, contribuer à la reconstruction d'une communauté humaine où chacune et chacun jouit d'une égale considération, redonner du liant à nos sociétés éclatées en groupes identitaires ou d'intérêt, clubs, tribus et clans et permettre ainsi de retrouver le réconfort vital dans le regard de l'autre.

Les crises économiques successives de par le monde, la dernière pandémie de Covid-19 ont révélé combien nos sociétés étaient incapables d'assurer les nécessités vitales dont tout être humain a besoin.

Quand dans ce monde, en 2020, de plus en plus d'humains sont voués à des tâches inintéressantes, à la précarité voire à la très grande pauvreté, certains chantres du libéralisme ne voient dans le revenu de base qu'une bouée de survie pour solde de tout compte.

D'autres y trouvent le bon moyen de simplifier un système social qualifié de lourd et coûteux. Un montant de ce revenu de base apparemment généreux permettrait, pour les plus libéraux, de liquider notre Sécurité sociale, avec les retraites par répartition, les allocations chômage ou même l'assurance maladie; chacun étant censé avoir les ressources, avec cette allocation, de se

1. Dany Robert Dufour, *L'individu qui vient... après le libéralisme*, Éditions Denoël, 2011.

2. Roland Gori: *Il est plus facile de se contenter du « bonheur » offert par les standards de la société que de prendre le risque de la liberté, la liberté de désirer.*

Roland Gori, *Faut-il renoncer à la liberté pour être heureux?*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2014.

payer auprès d'organismes privés une retraite par capitalisation, une mutuelle santé, ce qui permettrait d'abaisser le *coût* du travail par la suppression des cotisations sociales. Bref, pour ces penseurs libéraux, ce serait un moyen de transformer le plomb des services sociaux en or pour quelques-uns¹.

Devrait-on alors se satisfaire comme seul projet de société de ce *cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante permettant de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète*, comme l'a proposé l'ancien conseiller de Jimmy Carter, Z. Brzezinski² ?

Au contraire, c'est convaincu que la mise en œuvre d'une allocation universelle d'existence peut être le lien entre les êtres, le ciment d'une société à venir, beaucoup plus résiliente et inclusive, que j'ai écrit cette contribution. Ce n'est pas en expert que j'interviens, mais en *citoyen ordinaire* éclairé et engagé. Après un état des lieux, j'esquisse ce que pourrait être une allocation d'existence émancipatrice, déconnectée de l'emploi, qui renforce et complète notre système de sécurité sociale fondé sur la solidarité du groupe.

1. Lire l'article « Le revenu universel, avenir de la sécurité sociale » d'Eric Verhaeghe, blog Économie Matin.fr, 30/9/2015.

2. C'est, sous le nom de « *tittytainment* », la solution proposée par l'ancien conseiller de Jimmy Carter, Zebniew Brzezinski au principal problème politique que le système capitaliste allait devoir affronter au cours des prochaines décennies, formulé ainsi: *Comment serait-il possible pour l'élite mondiale de maintenir la gouvernabilité des quatre-vingts pour cent d'humanité surnuméraire, dont l'inutilité est programmée par la logique libérale?* (Conclusion du premier *State Of The World Forum*, qui s'est tenu du 27 septembre au 1^{er} octobre 1995 à l'Hôtel Fairmont de San Francisco), cité par Jean Claude Michéa dans *L'enseignement de l'ignorance*, Éditions Climats, p. 41 et suivantes.

Si cette allocation d'existence n'a pas vocation à remettre directement en cause l'ordre capitaliste, elle assure un droit fondamental à une vie digne en toutes circonstances, en protégeant les individus des excès de ce système mortifère, en permettant à chacune et chacun de dire non et de tracer le chemin de son émancipation. Elle permet de ne pas aller les mains nues dans les batailles à venir pour imposer une alternative à une minorité qui profite encore de ce monde finissant.

Les divers chapitres et annexes qui composent ce livre s'inspirent des nombreux articles que j'ai écrits au fil du temps sur mon blog intitulé *La science du partage*¹.

Pour bien appréhender cette idée d'allocation universelle, il faut d'abord décrire le plus complètement possible l'insécurité sociale que nous impose une minorité et comment l'État tente vainement de venir en aide aux victimes de plus en plus nombreuses de ce capitalisme mondialisé. J'ai mouillé la chemise en allant au plus près de la mécanique de distribution et redistribution de la richesse, avec des exemples de situation chiffrés qui permettent d'illustrer le propos. J'esquisse quels seraient les effets bénéfiques de cette allocation d'existence pour les différentes composantes de la société : femmes, jeunes, salariés, retraités, sur l'organisation de la protection sociale, sur l'environnement. Travailler sur des données comporte des risques : les montants sont datés, des erreurs ou omissions peuvent se glisser dans la présentation. Il s'agit, à partir d'éléments qui structurent la société telle qu'elle est, de construire une proposition comme un droit humain émancipateur qui se substitue à toutes les aides sociales conditionnées que l'État a mises en place au fil du temps et qui maintiennent l'ayant droit dans sa condition d'assisté. Aides qui trop souvent rabaisent et assignent à résidence la personne au lieu de

1. <https://guyvaletteparis.wordpress.com/>

l'élever. L'exemple chiffré, décliné tout au long de l'ouvrage, a pour seul objectif de donner corps à cette belle idée. Il peut être éventuellement corrigé sans en altérer les principes généraux. Je sollicite aussi les experts pour vérifier et compléter par des études macroéconomiques ce qui n'est qu'une esquisse, pour en cerner tous les effets sur l'ensemble de la société. Je demande aux différentes organisations et aux partis qui prétendent défendre les victimes de la machine néolibérale de s'emparer de l'idée et de l'inscrire dans un programme plus vaste, alternatif à ce capitalisme mortifère. C'est une urgence vitale !

Chacun de nous peut changer le monde. Même s'il n'a aucun pouvoir, même s'il n'a pas la moindre importance, chacun de nous peut changer le monde, écrivait Vaclav Havel quelques semaines après la chute du Mur de Berlin.

Préface

2 700 milliards ! Non ce n'est pas l'argent qui sera consacré en plus cette année pour combattre la pauvreté. Cette somme représente en fait l'enrichissement des milliardaires de la planète pendant la période d'août à novembre 2020, comme le souligne l'historienne des questions sociales Axelle Brodiez-Dolino dans une interview récente à *Télérama*¹. La crise aura encore une fois (de trop) appauvri les pauvres et enrichi les riches. Le cœur des combats pour la justice sociale devrait battre à la chamade, mais l'apathie a souvent pris le dessus et les questions identitaires monopolisent bien malheureusement les plateaux télé. Pourtant, la période devrait être propice pour proclamer haut et fort la soif d'égalité et de liberté.

Certains, comme Guy Valette, membre fondateur du Mouvement Français pour un Revenu de Base, font partie de ceux qui y croient encore. De ceux qui pensent qu'une juste distribution des ressources est nécessaire sur le plan moral comme sur le plan socio-économique.

1. Interview dans *Télérama* parue en ligne le 12 avril 2021.

Sa contribution au débat dans cet ouvrage est claire et concise. Le propos juste et affûté.

L'auteur embrasse dans *L'allocation universelle d'existence, la protection sociale du XXI^e siècle* les principaux enjeux modernes de la question sociale. Comment une juste distribution peut permettre l'émancipation et la dignité des femmes et des hommes ? La structure salariale permet certes de socialiser et de rendre digne les individus. Mais cela n'est pas une règle. Déjà, parce que cela ne touche évidemment pas les sans-emploi. Mais en plus de cela – et comme l'a parfaitement montré le sociologue David Graeber – certains font des « jobs à la con » (Graeber, 2018). Vidés de sens et d'intérêt, ces emplois globalement inutiles n'apportent de dignité que dans leur capacité à subvenir aux besoins financiers des individus. Et encore, ce n'est de loin pas toujours le cas.

Une autre voie est possible et cette voie prend le sillage d'une philosophie de la transition et de la transformation. Transition notamment au niveau du modèle écologique en permettant, comme le suggère l'économiste Jean Latreille, *de rémunérer une gigantesque quantité de tâches indispensables au sauvetage de la planète*¹. Transformation quand l'objectif est de s'attaquer aux causes profondes des injustices, en restructurant notamment les rapports de production et en estompant la différenciation entre les groupes sociaux, comme le défend la philosophe américaine Nancy Fraser (Fraser, 2005).

L'auteur s'inscrit dans cet idéal. Aborder la protection sociale impose l'universalité et l'inconditionnalité. Le but d'un revenu universel n'est sûrement pas

1. Tribune parue en ligne dans le quotidien *Le Monde* du 29 avril 2021.

de déshabiller la protection sociale actuelle et encore moins les services publics qui contribuent très largement au bien-être, à l'émancipation et à la dignité des individus. Cette *allocation universelle d'existence* (selon ses termes) que l'auteur propose pour chaque individu n'est pas une somme versée pour solde de tout compte, comme le défendent certains libéraux. Elle participe à sa juste part à un écosystème vertueux fondé notamment sur les acquis sociaux. Aborder la justice sociale dans la complexité des enjeux que nous avons identifiés ne revient pas à compliquer les réponses politiques et philosophiques. Au contraire, nous avons besoin de lisibilité et de simplicité dans les dispositifs sociaux. Les dizaines d'aides souvent affublées de noms très technocratiques stigmatisent les plus précaires. Leur conditionnalité et l'*industrie de contrôle* administratif qui accompagne le versement des aides nuit à la dignité des individus et augmente de fait le non-recours. Au final, beaucoup ne parviennent pas à vivre décemment parce que le système les décourage.

L'auteur défend une allocation universelle, individuelle, inconditionnelle, donnée à tous sans distinction, de la naissance jusqu'à la mort. Le montant est modulé en fonction des besoins vitaux attachés à chaque étape de la vie. Cette allocation est un droit et non une aide! Comme le défendent les philosophes québécois David Robichaud et Patrick Turmel (Robichaud, et al., 2020), *les droits ne sont pas des fleurs, ils ne poussent pas à l'état de nature. Et d'ajouter, pour qu'il y ait des droits, il a fallu qu'on les crée et qu'on les défende.* C'est ce que fait résolument et avec enthousiasme Guy Valette, en défendant l'instauration de ce droit à une allocation universelle d'existence. En nous proposant en somme de l'accompagner sur le chemin – selon l'expression du philosophe John Rawls – d'une *utopie réaliste*. Réaliste et pour le moins aujourd'hui nécessaire pour scruter à

L'allocation universelle d'existence

nouveau l'horizon moral de l'égalité et garantir à tous le maximum de *liberté réelle* si chère à Philippe Van Parijs (Van Parijs, 1991), l'un des pères fondateurs du revenu de base.

Guillaume MATHELIER¹,

Docteur en sciences politiques, Enseignant à la Haute école de
Gestion de Genève et membre associé de l'institut d'éthique
appliquée de Laval à Québec (IDEA)

1. Auteur de *L'égalité des dotations initiales – Vers une nouvelle justice sociale*, Genève, Éditions Georg, 2020.